

Élections 2024, ce dimanche noir qui se profile en Flandre

Interview de Benjamin Biard
par Michel Bouffioux

Les sondages se suivent et se ressemblent en Flandre. Alors que les élections du 9 juin 2024 approchent à grands pas, le Vlaams Belang semble avoir le vent en poupe. Plus d'un Flamand sur quatre se dit prêt à voter à l'extrême droite. Dimanche noir en vue ?

Paris Match : N'est-il pas extrêmement probable que les prochaines élections nous réservent un nouveau « dimanche noir » ?

Benjamin Biard : De fait, la plupart des sondages font du Vlaams Belang (VB) la première formation politique de Flandre en termes d'intentions de vote. Il est donc possible, je dirais même vraisemblable, que cela se traduise dans les urnes, le 9 juin prochain, par un nouveau « dimanche noir ». La tendance est clairement favorable pour ces nationalistes radicaux et, qui plus est, elle s'inscrit dans un contexte européen où l'extrême droite se porte particulièrement bien. Un parti frère du VB, le PVV de Geert Wilders, vient de gagner les élections aux Pays-Bas ; rappelons que d'autres formations d'extrême droite ont aussi enregistré des succès électoraux : le 11 septembre 2022 en Suède, le 25 septembre 2022 en Italie avec, quelques semaines plus tard, l'accession de Giorgia Meloni à la présidence du Conseil italien (l'équivalent du poste de Premier ministre). En France, Marine Le Pen était au second tour lors des deux dernières élections présidentielles, tandis qu'un récent sondage a montré que 43 % des citoyens estiment que son parti, le Rassemblement national (RN), a la capacité de gouverner. On observe un fil conducteur dans la plupart de ces formations qui sont en train de vivre une sorte d'âge d'or, la mise en place de stratégies de « dédiablement » pour paraître respectables.

S'agit-il de simples ravalements de façade ?

En quelque sorte : on lisse le discours et on adopte une série de postures symboliques. En France, cela s'est traduit par l'exclusion de Jean-Marie Le Pen du Front national. En Flandre, le VB a notamment sanctionné son leader historique, Filip Dewinter, après qu'il eut rencontré les néo-nazis du parti Aube dorée en Grèce en 2016. L'idée est de faire croire que ces partis seraient un peu moins radicaux.

C'est faux ?

Globalement, oui. Pour s'en rendre compte, il suffit d'analyser leurs programmes. Il n'en reste pas moins que cette stratégie de normalisation aide, semble-t-il, à obtenir des sondages et des résultats électoraux favorables.

Quelle est la nature exacte du VB, d'où vient-il et que veut-il ?

Ce parti d'extrême droite a des racines profondément ancrées dans le mouvement flamand. Il résulte de dissidences qui se sont opérées au sein de la Volksunie, un parti nationaliste aujourd'hui disparu. Les dissensions sont apparues dans les années 1970 en marge du « Pacte d'Egmont » et des « Accords du Stuyvenberg », soit de compromis sur le plan communautaire dont les nationalistes flamands les plus radicaux ne voulaient pas. Ainsi est né un cartel électoral en 1978 qui portait le nom de « Vlaams Blok ». L'année suivante, sous cette même appellation, le cartel devenait un parti appelant à la scission de la Belgique qu'il voyait bien, à cette époque, rattachée aux Pays-Bas.

Existe-t-il une filiation entre le VB et les mouvements nationalistes flamands qui ont collaboré pendant la Seconde Guerre mondiale ?

On pourrait relever que le VNV (Vlaams Nationaal Verbond), qui défilait en uniforme noir dans l'entre-deux-guerres, se présenta aux élections de 1936 sous le nom de « Vlaamsch Blok ». Toutefois, à l'instar du Verdinaso (Verbond van Dietsche Nationaal Solidaristen), cette organisation qui a collaboré avec l'occupant allemand a été dissoute après la libération du pays. Elle n'existait donc plus depuis longtemps quand est né le Vlaams Blok. Nous sommes cependant dans un environnement idéologique semblable. Haine pour la Belgique, dénonciation des « étrangers profiteurs », autoritarisme... La volonté farouche qui a été celle du VB pendant des années d'obtenir l'amnistie pour les ex-collaborateurs est un autre marqueur assez clair.

Le VB a compté en ses rangs des personnages plutôt sulfureux. Karel Dillen, par exemple ?

C'est un bon exemple. Ce membre fondateur du VB a notamment traduit un ouvrage de Maurice Bardèche, un fasciste français qui a consacré une bonne partie de sa vie à nier l'existence des camps d'extermination nazis. K. Dillen était réputé pour ses prises de position extrêmement clivantes. Par exemple, en 1988, il déclarait à des journalistes de l'hebdomadaire *Panorama* : « Pendant la guerre, j'étais un partisan passif de l'Ordre nouveau car j'espérais que l'émancipation de la Flandre allait enfin se réaliser ». Au congrès du VB, en mars 1984, il avait déjà dit : « Lorsque, comme moi, on a atteint l'heure de la retraite, on a affronté toutes les injures. On peut bien y ajouter le racisme et le fascisme. À mes yeux, du reste, ce sont des titres honorifiques ». Aussi K. Dillen entretenait des liens étroits avec l'ex-collaborateur Bert Eriksson, qui dirigeait le VMO (Vlaamse Militanten Orde), une milice privée qui s'est rendue coupable de nombreux faits de violence et qui organisait des camps d'entraînement paramilitaires dans les Ardennes. Enfin, quelques parlementaires du Vlaams Blok ont entamé leur carrière militante au sein du VMO et/ou du groupe d'action Voorpost, et on se souviendra notamment du fait que ces groupes d'ultras manifestaient pour soutenir le régime d'apartheid en Afrique du Sud.

On voit donc d'où ces gens viennent. Que veulent-ils aujourd'hui ?

Le rattachement aux Pays-Bas n'est plus à l'ordre du jour : le VB veut l'indépendance pure et simple de la Flandre. Sur ce point, il est évidemment en concurrence directe avec la N-VA. C'est donc sans surprise qu'on a pu observer des transferts de voix entre ces deux partis dans les années 2000 et surtout 2010. Le VB se profile évidemment sur la « question » migratoire : il défend une politique restrictive en la matière. Rappelons que trois asbl liées au VB ont été condamnées pour racisme et xénophobie en 2004 ; c'est d'ailleurs cet épisode qui a contribué au changement d'appellation, transformant le Vlaams Blok en Vlaams Belang. Troisième caractéristique, un discours sécuritaire qui relaye les poncifs de l'extrême droite, du genre « immigration = insécurité ». Sans surprise, ce dispositif idéologique se complète par un positionnement extrêmement « démagogique » qui cherche à cultiver un antagonisme entre le « peuple flamand » et les « élites » politiques, économiques, culturelles et médiatiques, qui devraient céder la place.

Des jeunes comme son président actuel, Tom Van Grieken, sont en vitrine du VB mais, dans les rayons de cette boutique nationaliste, ne subsiste-t-il pas encore quelques spécimens « sulfureux » d'un temps jadis ?

Oui, bien entendu. F. Dewinter est souvent pointé du doigt. J'évoquais ses rencontres avec les néo-nazis grecs d'Aube dorée mais, autrefois, ce leader historique du Blok a aussi participé à un hommage aux SS flamands morts sur le front de l'Est et il a brûlé le drapeau belge à Bruxelles. Il faisait partie des jeunes loups des années 1980 qui ont contribué à orienter fortement le parti sur les questions migratoires et identitaires. À l'époque, F. Dewinter s'est inspiré du Front national de J.-M. Le Pen pour insuffler une nouvelle dynamique au VB. Il sera un petit peu en retrait aux élections de 2024. Encore qu'il devrait être tête de liste lors des élections communales à Anvers. On pourrait citer aussi Gerolf Annemans, qui siège actuellement au Parlement européen. Avec F. Dewinter, il faisait partie des 12 parlementaires du Vlaams Blok qui ont été élus lors du « dimanche noir » du 24 novembre 1991. Cela dit, n'oublions pas de citer aussi certains jeunes. Le cas le plus emblématique est évidemment celui de Dries Van Langenhove, le fondateur et leader du mouvement Schild & Vrienden, qui a défrayé la chronique pour ses orientations xénophobes. Certes, il n'a jamais eu sa carte du VB mais, le 26 mai 2019, il figurait en tête de liste dans le Brabant flamand pour l'élection de la Chambre des représentants. Cet ultra a été élu – bien élu, d'ailleurs – dans une circonscription où il faisait face à des poids lourds comme Théo Francken, Maggy De Bock ou encore Koen Geens. Il a siégé jusque début février de cette année en votant quasi systématiquement de la même manière que le VB. Et puis, il a démissionné.

Ne devrait-on pas bientôt le revoir devant un tribunal ?

En effet, il a été renvoyé devant le tribunal correctionnel pour infractions aux lois sur le racisme, sur le négationnisme et sur les armes. Le jugement n'a pas encore été rendu.

On décèle donc un subtil mélange entre une communication qui veut faire paraître le parti plus « soft » et la persistance de personnages extrêmement radicaux. Dans une déclaration qu’il fit naguère à la RTBF, F. De Winter lui-même n’a-t-il pas donné la recette du « nouveau » Vlaams Belang qui a succédé au Vlaams Blok : « L’emballage est différent mais le contenu est identique » ?

Tout à fait, la continuité est nette. En 1992, le Blok rédigeait un plan en 70 points qui visait à répondre au « problème de l’immigration ». En 2023, l’essentiel de ce dispositif demeure dans le programme du Belang. Par exemple, la volonté de supprimer « Unia » (NDLR : qui était dénommé « Centre fédéral pour l’égalité des chances et la lutte contre le racisme » du temps du Blok), la volonté de retirer le droit de vote aux étrangers, de ne plus reconnaître le culte musulman en Belgique... C’est la manière de s’exprimer qui est différente, mais ils disent globalement la même chose, à l’instar d’une Marine Le Pen en France.

N’utilisent-ils pas habilement les réseaux sociaux ?

Clairement, ils y investissent massivement. Le 1^{er} juillet 2023, par exemple, ce parti a dépensé 33 500 euros sur Facebook en une seule journée ! Cela donne une idée des montants faramineux qui peuvent être consacrés à ce type de communication. Le VB était déjà l’un des partis qui avaient le plus investi dans ces nouveaux médias à l’occasion de la campagne électorale de 2019. Souvenons-nous qu’à cette époque, le financement public du VB était pour le moins réduit vu que sa représentation politique était faible : il n’avait que 3 parlementaires à la Chambre des représentants. Depuis le scrutin de 2019, il en a 18.

Sociologiquement, qui sont les électeurs du VB ?

C’est un électorat plutôt masculin, assez jeune et doté d’un faible capital scolaire. Mais il ne s’agit bien sûr que d’une tendance.

Quels sont les fantasmes qui circulent dans la société flamande pour qu’autant de citoyens se sentent tentés par ce vote extrémiste ?

C’est d’abord un vote contestataire : une enquête menée en mai 2019 a montré que les électeurs du VB figurent parmi ceux qui expriment la plus grande méfiance à l’égard du fonctionnement de notre démocratie. Mais c’est aussi un vote d’adhésion à la thématique nationaliste. Il s’agit enfin d’un vote d’adhésion aux enjeux migratoire et sécuritaire, et sans doute est-ce là que les fantasmes que vous évoquez interviennent le plus. C’est la croyance dans des équations du genre : « l’immigration accroît l’insécurité, l’immigration appauvrit la vie culturelle, l’immigration appauvrit la vie socio-économique du pays ».

Pour le professeur d’analyse du discours médiatique Ico Mahy (Université de Tilburg), la communication du VB est basée sur deux éléments-clés : la colère et la peur. Vous partagez ce point de vue ?

C’est en effet évident dans la communication du VB sur les réseaux sociaux. Les émotions y sont très présentes. On voit beaucoup d’émoticônes en colère ou tristes sur la page Facebook du VB. Les messages postés suscitent beaucoup de sentiments

négatifs, de l'angoisse et, en effet, de la peur et de la colère. Ce sont les méthodes de communication classiques de l'extrême droite.

N'est-ce pas la même rengaine, génération après génération : l'extrême droite n'a-t-elle pas toujours un combat en cours contre une catégorie de la population intérieure, les Juifs hier, les musulmans aujourd'hui, peut-être d'autres demain ?

Dans l'histoire de l'extrême droite, il y a toujours la présence d'un bouc émissaire, de l'étranger que l'on vilipende au nom de la sécurité nationale notamment. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, ce sera aussi la figure du Rom, voire du Russe dans les pays baltes. Pour le VB, c'est celle de l'immigré mais aussi celle des francophones « profiteurs et fainéants ».

En 2019, 30 % des électeurs du VB avaient moins de 34 ans. C'est un électorat assez jeune. Vu sous cet angle, l'avenir pourrait être sombre. À ce jour, n'aurions-nous vu que la proue de ce navire noir ?

Si une tendance forte se dessine dans les sondages qui annonce un possible « dimanche noir » en juin, il faut se méfier des prédictions à long terme. Beaucoup d'éléments de contexte liés à l'actualité nationale et internationale, à la vie intérieure du VB et aux actions qui seront menées par ses concurrents politiques pourraient remettre en cause l'embellie dont ce parti semble jouir. Il y a eu un précédent : dans la période située entre les élections communales de 2006 et de 2018, le VB s'est littéralement effondré. Au point que des analystes estimaient alors qu'il était devenu insignifiant dans le paysage partisan flamand. Aujourd'hui, c'est vraisemblablement un des partis les plus importants de Flandre, en tout cas en termes d'intentions de vote, mais la roue peut encore tourner.

La récente affaire mettant en cause l'un de ses mandataires pour espionnage et trafic d'influence au profit de la Chine – un comble pour un parti qui prétend défendre une identité nationale – pourrait-elle avoir un impact sur le plan électoral ?

C'est assez peu probable car ce scandale éclate assez longtemps avant la date des élections ; on sait par ailleurs que de nombreux électeurs fixent leur choix dans les derniers jours de campagne. En sus, l'affaire concerne un mandataire qui ne jouait plus un grand rôle dans le VB. Enfin, le VB partage avec d'autres formations d'extrême droite en Europe une certaine capacité à adopter un profil « victimaire » lorsqu'il est l'objet de critiques, lesquelles sont alors systématiquement présentées comme des attaques ciblées venant de l'establishment. Relevons néanmoins que T. Van Grieken a rapidement pris des mesures à l'encontre de cet ancien parlementaire.

Constate-t-on une porosité entre l'extrême droite organisée du type VB et l'ultra-droite violente ?

Dans cette « galaxie », en Flandre comme ailleurs, on trouve des organisations et des leaders variés, avec des moyens d'action et des objectifs différents mais qui partagent une base idéologique commune. Par exemple, le 6 mai dernier, à l'invitation de

F. De Winter, Renaud Camus, le théoricien du « grand remplacement »¹, a été invité à prononcer un discours au sein du Parlement flamand. Le VB entretient aussi des rapports avec le mouvement Schild & Vrienden. Il ne s'agit pas de liens organiques ou fonctionnels mais les inspirations sont partagées. Ainsi que les individus, on l'a souligné avec le cas de D. Van Langenhove. Ils partagent encore les lieux de rassemblement : chaque année à la fin du mois d'août, l'Ijserwake rassemble bon nombre de composantes de cette galaxie.

À force de marteler que les étrangers, en ce compris les francophones, profitent du système belge, le VB n'a-t-il pas banalisé l'expression de propos racistes en Flandre ?

Ces propos sont certainement plus visibles à cause des réseaux sociaux, qui permettent non seulement un flux d'information plus important mais aussi une circulation plus grande. Toutefois, on ne saurait répondre complètement à cette question en détournant les yeux des écarts de langage dont des personnalités qui ne sont pas d'extrême droite se sont rendues coupables. Je pense évidemment aux propos insultants de Conner Rousseau à l'endroit de la communauté Rom, en septembre dernier. Mais n'allons pas trop vite en besogne, il faut aussi noter que de tels dérapages ne sont pas nouveaux. Voyez le cas de Roger Nols, l'ancien bourgmestre de Schaerbeek. Avant qu'il rejoigne le Front national dans les années 1990, il était membre du FDF, puis du PRL, l'ancien parti libéral ; ces formations ne l'avaient pas exclu malgré de nombreux dérapages.

L'État belge accorde 8 millions d'euros de dotations publiques à un parti d'extrême droite qui veut la disparition de l'État belge. Est-ce la grandeur ou la naïveté de notre système de financement des partis ?

C'est la spécificité du système de financement public des partis depuis la loi du 4 juillet 1989. Au lendemain du « dimanche noir » de 1991, le VB en a été un des premiers grands bénéficiaires et cela a suscité une réflexion, laquelle a été suivie d'évolutions législatives. En 1995, une condition supplémentaire, sous forme d'un article 15*bis*, a été ajoutée à la loi. Pour bénéficier du financement, les partis doivent affirmer dans leurs statuts qu'ils ont la volonté de respecter les droits fondamentaux reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). L'un des premiers partis à s'être mis en ordre de marche fut le Vlaams Blok... Aussi, en 1999, un article 15*ter* a été ajouté : une déclaration d'intention ne suffit plus ; les partis (en ce compris leurs organisations satellites) qui se rendent coupable d'actes ou déclarations contraires à la CEDH risquent une suspension de leur financement public. Pour répondre plus avant à votre question, il y a donc une volonté de cadenciser davantage le système, de protéger la démocratie d'une certaine manière. S'il n'a pas encore été possible de se saisir de ces dispositions pour frapper au porte-monnaie des formations d'extrême droite, le VB est sans doute sur ses gardes : cet enjeu du financement est peut-être une des clés d'explication au fait que D. Van Langenhove, en délicatesse avec la justice notamment au regard de la loi sur le racisme et la xénophobie, a remis son mandat de parlementaire en février dernier.

¹ Cette théorie a été plusieurs fois citée comme mobile par des auteurs d'actes terroristes. Voir notamment le massacre commis par Brenton Tarrant en Nouvelle-Zélande en mars 2019 : ce militant d'extrême droite a attaqué deux mosquées, provoquant la mort de 51 personnes.

Pour l'après juin 2024, le VB affiche son souhait de participer au prochain gouvernement flamand. Une ambition crédible ? Pourrait-il trouver des partenaires de coalition ?

Cela peut sembler ambitieux. Mais ça dépendra bien sûr du résultat du vote. En sus, le cordon sanitaire politique adopté en 2000 par les partis traditionnels flamands reste en vigueur. Toutefois, la N-VA, qui a été créée en septembre 2001, n'a pas signé cet accord et son discours est parfois un petit peu flottant par rapport au VB. On a entendu régulièrement Bart De Wever dire : « Moi, président du parti, il n'y aura pas de coalition avec le VB ». À d'autres occasions, il a modulé ce point de vue en affirmant qu'il n'y aurait pas de coalition avec le Belang tant que ce dernier ne se sera pas débarrassé de ses éléments les plus gênants.

Cela ciblait évidemment F. Dewinter et d'autres personnes du même acabit ?

En effet. Cela dit, la N-VA compte aussi un certain nombre de personnalités, Theo Franken par exemple, qui verraient d'un bon œil une coalition avec le VB. Au-delà des aspects idéologiques, ce courant plus radical pourrait considérer « stratégique » de gouverner avec l'extrême droite. L'idée serait de laisser participer un VB inexpérimenté au pouvoir pour qu'il se casse la figure. Il « suffirait » lors du scrutin suivant de récupérer les voix des déçus...

Ne serait-ce pas un jeu dangereux ?

Oui car il est loin d'être garanti que ça marcherait. Certes, après les élections de 1999 en Autriche, le FPÖ d'extrême droite s'est fracturé et a connu un important ressac électoral après une participation gouvernementale. Mais cela n'a pas empêché qu'ensuite, ce parti revienne en force. Dans d'autres pays où l'extrême droite a déjà participé au pouvoir, par exemple en Italie, elle se porte à nouveau très bien.

On a parlé de la Flandre mais la Belgique francophone est-elle à l'abri d'une poussée de fièvre noire ?

Certainement pas. Des exemples à l'étranger ont montré que des partis d'extrême droite peuvent s'imposer rapidement, même dans des pays où cette offre politique avait été globalement absente pendant longtemps. Cela a été le cas en Allemagne et en Espagne, par exemple. Il se fait qu'un parti francophone d'extrême droite – il s'appelle « Chez Nous » – tente de se structurer pour les élections de 2024². Il a reçu le parrainage, entre autres, du Rassemblement national et du Vlaams Belang...

Cet article a été publié dans : *Paris Match*, 11 janvier 2024, pages 8-11.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Benjamin BIARD (interviewé par Michel BOUFFIOUX), « Élections 2024, ce dimanche noir qui se profile en Flandre », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 11 janvier 2024, www.crisp.be.

² Sur ce parti, cf. B. BIARD, « Le parti Chez Nous », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2579-2580, 2023.